

Novembre. et les forêts...
Un An en Ville... \$ 4.00
Un An par la Poste... \$ 3.00
12eme. ANNEE No 238
OTTAWA, MARDI 10 NOVEMBRE 1891
LE NUMERO 2 CENTS

ABONNEMENT
LE CANADA
Journal Quotidien du Soir.

LE CANADA

OSCAR McDONALD, Directeur de la Redaction.

LA VALLEE DE L'OTTAWA
Edition Hebdomadaire du Journal
LE CANADA
ABONNEMENT
Un An en Ville... \$ 2.00
Un An par la Poste... 1.00

LES DISPARUS

LE GENERAL BOULANGER

Paris, Octobre 1891.
Dans la presse volante, chacun, au gré de sa passion personnelle, ou sous l'émotion de sa surprise, a voulu dire son mot sur le brusque coup de théâtre qui vient de clore si tristement une destinée des plus singulières. En attendant que l'histoire, à son tour, se prononce équitable et sereine, il y a place encore pour quelques réflexions sans parti pris au sujet de cette grande erreur du suffrage populaire : l'aventure boulangiste.

Enorme abus de popularité et débâcle fatale, fortune stupéfiante et chute vertigineuse, c'est en peu de mots, la face et le revers de toute l'existence publique du général Boulanger.
La première phase de sa carrière n'avait été que favoris du sort. Promesses éclatantes, marches progressives et promptes vers les hauts grades. Les généraux Février, Gallifet, Sausier, de Miribel, dont les états de service étaient incomparablement supérieurs aux siens, ne franchissaient pas avec autant de rapidité les échelons de la hiérarchie. Lieutenant le 28 mars 1860, capitaine le 21 juillet 1862, chef de bataillon le 15 juillet 1870, lieutenant colonel le 9 novembre suivant, et colonel le 15 novembre 1874, il était promu général de brigade le 4 mai 1880; puis, le 18 février 1884, recevait les étoiles de divisionnaire pour être investi, à Tunis, d'un commandement exceptionnel que maint autres de ses collègues, plus anciens de grade, auraient envié. Déjà des commencentements d'intrigues et ses délégués avec les autorités civiles de la Tunisie l'avaient signalé au monde de politique. Les journaux radicaux de Paris le soutinrent de leur appui manifeste dans cette sorte de guerre contre l'administration de la régence. On lui avait gré d'accroître les embarras d'une conquête opportuniste. C'était au moment où le ministre Ferry allait sombrer dans le gouffre du Tonkin. Très à propos, les vus de Boulanger se tournèrent vers le soleil levant du radeau-mer. Quand fut constitué, le 7 janvier 1886, sous la présidence de M. de Freycinet, un cabinet de concentration républicaine, et de son côté, M. Clémenceau, et de ses amis exigea que le portefeuille de la guerre fût attribué au commandant du corps d'expédition de Tunisie. Cette haute mission à laquelle le ne désignait pas spécialement son passé militaire fut le point de départ de sa prépondérance.

A défaut de capacités transcendantes, il possédait à merveille l'art de la réclame, d'un si précieux usage au temps où nous vivons. Attirer et concentrer sur soi l'attention universelle, faire naître sur ses pas les créatures par des paroles de miel et de assurances serviables, courtiser les influences de groupes et caresser les vanités particulières, entretenir à ses côtés une troupe de reporters et l'avis complaisants, stylés d'avance à prôner les merites de celui qui les paie : il s'entendait à cela supérieurement. Très habile à faire valoir ses propres mérites, non moins adroit à s'incorporer ceux d'autrui, il savait mieux que personne cueillir à peu de frais les succès doubles. On sait combien servaient à la propagande boulangiste l'adoption du fusil Lebel, résultat de la collaboration d'une douzaine d'officiers, et les premières expériences de la mitraille, dont l'étude et le programme arrêtés antérieurement se poursuivirent sous son ministère. Mais pour lui seul était le privilège et les profits de la réussite. Au mirage de cette perpétuelle mise en scène, l'œuvre de ses précepteurs se réduisait à des infimes. On aurait pensé qu'avant l'époque mémorable de son avènement, rien ne s'était accompli d'utile dans la vaste des bureaux de la rue Saint-Dominique, sous la gestion de généraux de Cissey, Berthaut, Billot, Campanon. Autour du flamboyant météore se dépensait un ardeur effrénée de publicité. Il ne prenait pas une décision, sérieuse ou futile, ne signait pas une pièce, n'édicait pas un changement de tenue ou de règlement sans qu'on

le criât sur tous les toits. Tant de mouvement à la surface donnait au monde l'idée d'une puissance de travail extraordinaire. Enfin, disait-on, l'armée française possédait un chef plein de zèle pour ses intérêts, prévoyant, studieux, infatigable à la pousser dans la voie du progrès. On appelait activement la turbulence d'une agitation brouillonne; esprit d'initiative et de résolution, l'amour des réformes hâtives, parfois appliquées sans logique ou sans méthode; hardiesse d'innovation et sens progressif, la témérité d'une administration changeante, trop souvent prête à trancher, au gré de considérations d'ordre privé ou d'une opportunité politique les plus graves questions militaires. Ce fut une période d'éblouissement général. Un courant assez énergique circulait à travers l'armée, en faveur du nouveau ministre. Quelques esprits défiant commençaient bien à s'inquiéter vaguement des gages qu'il avait dû donner ou promettre au parti qui l'avait porté au pouvoir. Mais la plupart des officiers, indemnes de tendances politiques, ne voulaient considérer dans son arrivée au portefeuille que le succès d'un général qu'on disait jeune, ferme, résolu, ennemi des vieux errements et des réglementations papérasières, et qui, du moins, avait parcouru la majeure partie de sa carrière dans la troupe. D'autre part, les libéraux avancés exaltaient à qui mieux mieux le soldat aimable et d-rérelations séduisantes qui, sans cesse à la tête d'un cortège de députés et de journalistes, tenait sous le charme d'une faconde sans sincérité. Il laissait dire; il souriait à ses familiers chantant sa gloire *urbi et orbi*. Et la foule s'enivrait de ces réclames pompeuses débitées quotidiennement en son honneur; elle s'enivrait de son coursier superbe, de ses décorations, de son panache, de sa belle tenue à la parade. On inondait la France de brochures, de portraits, de gravures, annonçant, représentant, célébrant le sauveur, le rédempteur.

Boulanger touchait au *summum* de sa popularité. Tout souriait à ses rêves. Il n'avait plus qu'à étendre la main, semblait-il.
Cependant, maintes personnalités clairvoyantes avaient pressenti le péril boulangiste qui grossissait à vue d'œil. Elles se coalisèrent afin de le conjurer. Les péripéties de cette chaude lutte sont assez présentes à nos mémoires! Un jour enfin, après des assauts réitérés, le portefeuille ministériel tomba des mains de l'aspirant dictateur. On lui laissait, comme unique compensation, le commandement du 13e corps, loin de Paris, à Clermont Ferrand. Pour un appâtif moins impatient et mieux réglé, c'est été une situation encore enviable, une situation d'attente ne bornant que passagèrement le champ de ses espérances. Quel rôle allait-il jouer entre ceux de soldat et de politicien? Il pouvait fonder de brillants desseins, avous nous dit, sur la continuité d'une carrière qui s'était ouverte et développée d'une manière exceptionnelle favorable. Il préféra des ambitions plus vastes. Écroulé par les hommages et l'encens de ses adulateurs, trompé par leurs excitations intéressées, il se lança tête baissée dans un voie nouvelle, au bout de laquelle il entrevoyait comme une réalité prochaine la maîtrise absolue, la dictature peut-être. L'avenir à démontrer l'imprudence de son choix. Tout d'abord le succès parut donner raison à ses rêves orgueilleux. Les électeurs, égarés par leurs mandataires, allaient jusqu'au bout de la folie qu'on leur avait communiquée. Les partis de droite, se rassemblant confusément sous un drapeau de confiance d'un mouvement qui leur offrait une revanche inspersée. Ce n'était qu'ovations et triomphes des confédérés du boulangisme. L'heure était critique. Il s'agissait, pour les défenseurs de la République parlementaire, de l'empêcher de périr. La résistance devint sérieuse. On ferma les rangs de l'armée au soldat rebelle. On annonça des mesures plus énergiques. Il se laissa prévenir. Il commit l'immense faute de donner à croire aux masses dont il était l'idole, que le droit n'était plus avec lui qu'il avait

eu peur. Écoulant les conseils timides de certains amis et les craintes d'une amie, il s'enfuit à Bruxelles. Sa cause était perdue, son prestige blessé à mort. La France, un moment fascinée, se reprit et se déjoua. Les alliés se débarrassèrent. Leur chef condamné lui-même à l'émiettement de ses forces. Les élections générales de septembre 1889 furent un véritable écrasement. Lieutenants et soldats, les troupes boulangistes se dispersèrent au premier souffle de l'adversité comme la paille au vent d'orage. Chaque jour amenait une trahison ou une défection nouvelle de ceux à qui il avait fait un sort, une situation politique, et qui n'existaient que par lui. Ils étaient tellement persuadés que la victoire serait immédiate et la curée pour le lendemain, qu'ils n'avaient voulu laisser à leurs convives aucun délai; la déroute imprévue, survenant, les affola. Alors les exemples de l'in gratitude de plus cyniques s'élevèrent au soleil. Les tristesses de la défaite lui firent connaître ce que valaient la plupart de ces hommes entre les mains desquels il s'était remis tout entier. Deux années auparavant, la France entière se passionnait pour lui; les milliers de journaux d'Europe et d'Amérique donnaient à ses paroles un retentissement prodigieux, enregistrèrent bruyamment ses actes, allées et venues, ses moindres projets, réels ou supposés. Son train de ses fracas s'élevait. Des flots d'ambitions se défilèrent dans ses salons, mais défilèrent défaits. Il demeurait presque oublié, vaincu par les événements, ranié par ses flatteurs des jours prospères, prostré dans son pays, dénué d'or, sans confiance, abattu, désarmé. A aucun titre il ne pouvait désormais reprendre en France l'exercice de son grade. Politiquement son rôle était fini. De fortune, il ne lui restait que le nécessaire pour soutenir dignement en face de l'étranger la condition du général français. Une grande amertume devait envahir cette existence manquée. Finalement, il ne s'intéressait plus qu'à peine aux choses de la politique. Seul un amour tardif avait creusé une dernière et profonde empreinte dans son âme incapable de réagir. L'affection coupable mais désintéressée, fidèle, enthousiaste toujours d'une femme qui ne l'avait point abandonné subsistait, dans l'effacement de ses rêves. Vaincu, abandonné, isolé, la mort de Mme de B., fut, pour Boulanger le dernier coup de destin. Il n'attendait plus rien de la vie; il se donna la mort. Il se tua comme un amoureux de vingt ans sur la tombe qui renfermait déjà son cœur.

La mémoire du général Boulanger vient d'être appréciée sévèrement dans la presse française et étrangère, trop sévèrement peut-être. Sans doute, il avait exercé une action regrettable et turbulente. En relevant à plusieurs reprises ses écrits ou sa parole, il fournit le détestable exemple du mensonge officiel. De plus, il provoqua le relâchement des liens hiérarchiques et produisit une dépression sensible de l'esprit militaire, en sacrifiant à ses intérêts politiques le devoir professionnel de la discipline. L'incohérence de ses déterminations faillit mettre la France aux prises avec les plus redoutables difficultés, aussi bien au dehors qu'à l'intérieur. Il n'était certainement pas à la hauteur de la situation que lui avaient créée la démesure de ses contemporains et l'entraînement de la multitude. Néanmoins, est il juste de le rendre uniquement, absolu ment responsable des erreurs qu'il commit ou qu'on lui fit commettre? Ses ambitions, au début plus mesurées, n'étaient que légitimes. Son cortège habituel les rendit coupables. On fit par trop d'acclamations; on fit trop miroiter sous ses yeux éblouis l'appât des expériences dangereuses. Les politiciens le devinèrent. En janvier 1888, on lui avait apporté la tentation et l'occasion. On posait sa candidature à la fois dans une foule de collèges. L'agitation des élections partielles, la voie de la masse qui montait vers lui, complice et grosse d'encouragement, enflammaient continuellement son illusion. Quel autre, armé de ce qui le poussaient alors et qui, l'abandonneraient ensuite, n'eût ressenti le

même vertige, la même soif ardente de réussite et de triomphe? Son passage au ministère ne fut marqué par aucune réforme vraiment durable. Il ne faut pas oublier, pourtant, qu'il ne fut pas l'homme de conduire les régiments au feu, qu'il se distinguait par un très brillant courage, qu'il avait commandé une division en Afrique, qu'il fut à la tête d'un de nos corps d'armée, et que, ministre, il fut, dans une heure périlleuse, par sa cranerie d'allure, par son attitude en face de l'Allemagne, l'artisan d'une évolution nationale, rendant au pays confiance en son relèvement, confiance en son armée.
On l'avait exalté, puisant jusqu'à la déraison; les hommes de parti de toutes nuances, après sa défaite, après sa chute, après sa mort, lui ont dénié toute valeur et toute capacité avec la même exagération dans le même sens. Son suicide non plus n'a pas trouvé grâce devant leurs yeux. Ils l'ont traité de défaillance morale, comme si les motifs de la passion se pouvaient raisonner. Il y aurait peut-être à écrire touchant cette solution suprême, la mort volontaire que les catholiques condamnent, que les spiritualistes reprochent, que les abstraits de banalité, appellent lâcheté, que le stoïcien nomme un acte de courage et que le philosophe comprend. Mais si les morts peuvent valoir à parler, dire quels furent leurs motifs fatigués, leurs stériles convoitises, leurs désirs trompés, leur rude expérience d'une vie de troubles et de misères, ils reconnaîtront que rien, vraiment rien, hors l'amour, n'est digne de regret ou d'envie.

PARNELL
En 1857, l'archevêque de Dublin s'adressant au gouvernement anglais contre l'Irlande à une terre ravagée par le feu et par le feu.
C'est au salut de ce malheureux peuple, livré sans merci aux exactions d'un régime féodal évincé du sol qu'il cultive, opprimé dans tous les détails de sa vie, ruiné, affamé, tari jusqu'aux moelles, que Charles Stewart Parnell, le fameux agitateur populaire, le porte parole du *Home rule*, avait consacré quinze années d'une énergie surhumaine. Il est mort en pleine maturité, en pleine force, à la veille de voir enfin gagnée la formidable procès économique, politique et religieux qui, depuis des siècles, se débat entre l'Angleterre et l'Irlande, aussi séparés de race, de foi, d'aspirations, après sept cents ans de lutte qu'au jour où les bandes anglo-saxonnes s'abatirent, farouches, avides de proie, sur les bords de l'Ile d'Erin.

Parnell appartenait à une vieille famille anglaise et protestante. Né en 1846, à Aroodle, étudiant à Cambridge, il débuta en 1875 dans la carrière active de la politique, comme mandataire du comté de Meath à la chambre des Communes. En février 1877 éclata sa première grande proposition, le *Irish Church amendment bill*. L'ayant vu repousser, comme il s'y attendait, il commença avec une tenacité sans pareille sa tactique d'obstruction, qui devait durer des années et finalement contraindre à transiger les ministères, le Parlement et l'opinion. Se jetant à la traverse de toute discussion sur n'importe quel sujet, prolonger les séances jusqu'à l'empêchement complet d'aboutir à aucune solution, rendre impossible, par une tactique d'interpellation perpétuelle le vote des lois, briser toute force de majorité par les volte face imprévus du groupe qu'il menait au combat; c'était sa manœuvre incessante, obstinée, pour qu'on entendit enfin le cri du peuple irlandais.
En 1878, il était nommé président de la Fédération, qui poursuivait, outre l'autonomie de l'Irlande, outre la conquête successive de la franchise électorale, de l'égalité confessionnelle et de l'éducation publique, l'affranchissement du sol, la rétrocession de la terre au laboureur. Car, la question vitale était là; car, la masse de la population gémissait encore sous le coup de deux années d'épouvantable famine; la révolution agraire fermentait avec violence. Jusqu'alors Parnell avait limité son but à la revendication d'un

gouvernement national pour l'Irlande et son rôle d'opposant à l'obstruction parlementaire. Son mandat lui imposait un champ d'action plus étendu; un programme plus vaste. Il se jeta résolument à la tête du mouvement qui réclamait à haute voix la séparation radicale du seigneur et du paysan.
Il n'y a plus de conciliation possible entre les landlords et les tenants, dit-il; puisque les uns ou les autres doivent céder la place, vaut mieux que ce soient les moins nombreux.

Le 8 juin 1879, il prononçait à Westport, devant une assemblée de fermiers, la célèbre phrase: "Accrochez-vous d'une poigne solide à vos foyers! Keep a firm grip on your homesteads!" Dans la session d'automne, il mit en avant un projet général de réforme agraire, qui se brisa contre un mur d'indifférence.

Le 21 octobre, la Ligue lançait, en retour, ses circulaires. Son plan de campagne, qu'il avait signé en qualité de président. Elle avait pour but et pour mot d'ordre: la *Terre aux paysans*; pour moyens: l'union de toutes les forces rurales, la formation d'une caisse de résistance et de secours aux fermiers évincés à la suite de refus du paiement des fermages, la grève des tenanciers, un vote d'imposer aux landlords une réduction générale des loyers; l'agitation incessante en faveur d'une mesure législative de liquidation foncière fit passer le sol aux mains du cultivateur par voie de paiements partiels échelonnés sur un certain nombre d'années. Impuisant à faire prévaloir les réclamations d'un peuple entier par la seule autorité de la parole, Parnell et les autres chefs du parti autonomiste avaient organisé la résistance ouverte, agissant au grand jour, n'usant autant que possible que des armes constitutionnelles: la liberté de la presse, le droit de réunion, le droit d'association et de coalition.

Les tenants ne voyaient que le drapeau vert, a écrit John Devoy les hommes d'aujourd'hui s'aperçoivent que sous ses plis il y a la terre irlandaise.

Les adhésions à la *National Land League* arrivaient par milliers. Tous les classes de la société, le *clergé* même, marchaient avec elle. Cependant, il fallait de l'or, beaucoup d'or, afin d'assurer à bref délai la mobilisation très efficace de l'armée agraire. Il n'en fallait pas chercher dans la besace d'un peuple littéralement affamé. Parnell partit pour le pays des dollars, pour l'Amérique, faisant un tour d'Irlande enrichi sur le sol de l'Union, pour l'Australie, le Canada; et il prêcha le nouvel évangile avec une instance et un succès merveilleux. Les fonds affluèrent. De tous les points des pays de langue anglaise arrivaient en profusion les livres sterling. En peu de mois, la Ligue disposait des ressources d'une puissance financière de premier ordre, ressources évaluées récemment à deux millions de revent.

Elu dans trois circonscriptions d'Irlande, en 1880, Parnell ouvrit la législature par la présentation de sa constante formule: Abolition du landlordisme. Le Parlement ferma les oreilles, une fois de plus. Il ne fut appelé à l'opinion irlandaise sur cette. En vain le cabinet britannique pensa-t-il tenter un procès de tendance à l'irréconciliable autonomiste. Le jury irlandais n'eût pas une voix pour condamner le plus ferme défenseur des droits du pays. L'agitation qu'il avait provoquée ne cessait de croître. Enfin, à la session suivante, provoquant de terribles désordres, le gouvernement jugea prudent et sage de prendre la même initiative d'un bill agraire, d'offrir à tant de misères quelques palliatifs. A ces concessions estimées insuffisantes, stériles et sans portée, répondit une véritable déclaration de guerre économique. Parnell enjoignit aux fermiers et tenanciers de la Ligue de refuser désormais au landlordisme, sans crainte des poursuites, des saisies, des persécutions, le paiement de leurs fermages, jusqu'à ce qu'ils eussent été réduits à un taux légal et proportionnel.

Si vous vous refusez une bonne fois à payer les fermages excessifs, et si vous vous refusez à occuper les terres d'un vos condoyens au ront été expulsées, disait-il à une réunion de tenanciers menacés d'éviction, il faudra bien que le problème agraire finisse par se régler et de manière conforme à vos souhaits... Mais que pouvons nous contre l'homme qui prend la succession d'un expulsé? m'objecterez vous? Je réponds: Vous pouvez lui fermer votre porte, l'éviter sur les chemins, l'envoyer à la boutique, la foire, au marché, à l'église; le laisser impitoyablement seul, le mettre en quarantaine, l'isoler comme un pestiféré!
La tempête agraire avait pris des proportions formidables. Le ministre ordonna d'arrêter Parnell et ses lieutenants, qui furent emprisonnés à Kilmalsham jusqu'en mai 1882. Une acclamation triomphale salua leur sortie de captivité. Par voie de souscription nationale un don de 40,000 livres sterling fut offert à Parnell pour les immenses services rendus à la cause.
Mais un succès plus considérable, plus inattendu, vint récompenser la persévérance de ses efforts. Le ministre contre lequel il avait soutenu ce duel prolongé, Gladstone, c'est à dire l'orateur le plus lucide du Parlement britannique, le chef de parti le plus brillant, l'homme d'Etat le plus respecté de l'Angleterre, Gladstone, éclairé par une longue étude de la question irlandaise, par la voix de sa conscience, par la logique du droit, se convertissait à ses idées, et prenait en main, à son tour, la défense de l'éternelle insurgen. Il acceptait de marcher de concert avec celui qu'on appelait "le roi non couronné de l'Irlande", que peu de mois avant, la police traitait en rebelle, et dont l'alliance, maintenant, représentée à la Chambre des Communes par un groupement sérieux, faisait captiver les ministères. Gladstone n'était pas sans prévoir le schisme qui se produirait à cette occasion, au sein du parti libéral. Conséquent avec lui-même, il n'en remplit pas moins ses promesses et il a continué à faire du *Home rule* le pivot de sa politique. — En attendant le jour vraisemblablement prochain où le jeu des élections le ramènera au pouvoir.
On n'a rien à apprendre à ceux qui ont le moins du monde suivi les phases de la politique intérieure en Angleterre, en ces derniers temps, sur la vigueur du tempérament de Parnell, sur son activité infatigable, sur son prestige d'entraîneur des foules. Néanmoins, il avait beaucoup perdu de son autorité morale, depuis le trop bruyant procès en adultère qui lui avait tout à coup fermé le Parlement et les salons, aliéné l'opinion politique, et qui scandalisa si fort le rigorisme anglican. Bien que le mariage eût ensuite légitimé une liaison illégitime, beaucoup de siens n'avaient accepté aucune sorte de réhabilitation. Gladstone s'était détaché de lui et la scission s'était faite entre ses partisans et ses rivaux, entre ses derniers fidèles et ses lieutenants offensés de sa dictature. Certains parnellistes, qui n'attendaient qu'une occasion, un prétexte de rompre, l'accusèrent même de ne travailler que pour ses intérêts et de méconnaître ceux de sa patrie. Aujourd'hui ces divergences ont disparu devant la douleur commune, la consternation générale. La mort de Parnell, d'ailleurs, ne diminue, ni n'ajourne les chances de succès du *Home rule*. Son œuvre était accomplie, le procès morale ment gagné. Les hommes meurent à dit le plus éloquent de ses compatriotes, O'Connell, mais les causes subsistent."

prononcés par divers agitateurs anarchistes allemands. Parmi les emblèmes de fleurs déposés sur les tombes, se trouvait une potence, faite de roses et portant cette inscription en allemand: "Quelques morts, ils vivent encore. Vive l'anarchie!"
La fameuse Lucy Parsons, la femme de l'un des suppliciés, avait drapé sa maison, à Chicago, de tentures de deuil et arboré sur le toit un grand drapeau rouge. Mais le drapeau a été promptement enlevé par la police. On ne signale pas, du reste, la moindre scène de désordre.

Calino est un domestique actif et dévoué. Un matin, pendant qu'il ouvre la fenêtre de son maître, celui-ci lui demanda:
— Quel temps fait-il?
— Ah! monsieur; dit Calino d'un air piteux, quel maître! Le broutilard m'empêche de voir.

Nos aïeux prirent assez souvent les villes ennemies au son des violons.
Sauf, en ces occasions là, tous les archers étaient mis en mouvement.
Il paraît que dans les Etats mauresques, l'apathie des habitants est telle qu'ils préfèrent mourir de faim plutôt que de se livrer à un travail quelconque.
On tâche bien de les tirer de leur engourdissement, mais c'est qu'il est vraiment difficile de réveiller les Maures.

Envisite:
— Ah! docteur, vingt louis si vous rendez la vue à belle maman.
— Diantre!
— Et cinquante, si vous lui enlevez en même temps la parole!

DIX LIVRES EN DEUX SEMAINES QU'EN PENSEZ-VOUS?

Comme Régénérateur des Châtres il n'y a pas de doute que par l'EMULSION SCOTT d'huile de Foie de Morue aux HYPOPHOSPHITES de CHAUX et de SOUDE beaucoup de Malades ont gagné une livre par jour. Elle guérit la PHthisie, les Affections Scrofuleuses, Bronchites, Toux, Hémopties, Diarrhées et toutes les Maladies Tuberculeuses. Aussi agréable que du lait.
Préparé par SCOTT & BOWNE, Belleville.

Guide d'Annonces.

NOUVEAUTÉS ET MODES
BRYSON, GRAHAM & Cie. 146, 154 Sparks.
PICKON, PICKON & Cie. 44, 51 Rideau.
WOODCOCK, 316, 318 Wellington.
JOHN MURPHY & Co. 96, 98 Sparks.
E. J. LEIDAN, 332 rue Wellington.
LIBRAIRIE.
P. C. GUILLAUME, York et Sussex.
VINS ET LIQUEURS.
NEVILLE & Co. 47 Rideau.
ENCANTEUR. 71 George.
HOTELS ET RESTAURANTS.
HOTEL ST. LOUIS, 43 et 45 York.
LE HUB, 548 Sussex.
BOIS ET CHARBON.
O. KELLY & HENRY, Bloo Russell.
TOITURES.
DOUGLASS & HALES, 234 Wellington.
BUANDEKER.
L. BELANGER, 100 Rideau.
STROUD & BROS. THÉS 97 Rideau.
EPICERIES.
J. CASEY, 294 et 96 Dalhousie.
CHAUSSURES.
R. MARSON, MEUBLES, 102 Sparks.
HARRIS et CAMPBELL, COFFRE et Queen.
PEINTURES.
J. F. BELANGER, 159 Bank.
W. HOWE, Rideau.
GEO. PHILBERT, rue Dalhousie.
HORLOGERS.
H. NORZ, 30 Rideau.
J. E. TREMBLAY, 113 Rideau.
CHARROYAGE.
LAWRY THOMPSON, Rideau.
HARMACIE.
BELANGER & Cie. (Rideau et Nicholas) ASSURANCE.
A. C. LAROUCHE, 121 Rideau.
CHAPELLERIE.
R. J. DEVLIN, Sparks.
PHOTOGRAPHIE.
STUDIO, 117 Sparks.
S. JARVIS, 141 Sparks.
QUINCAILLERIE.
E. G. LEBLANC, 69 et 70 William.

LE CANADA

Journal Quotidien du soir

LA VALLEE DE L'OTTAWA

Journal Hebdomadaire à 16 pages

BUREAUX : 414 et 416 Rue Sussex

OTTAWA, ONT.

Mardi 10 Novembre 1891

ECHOS DU JOUR

Sir A. P. Caron est parti hier pour Québec.

M. Campbell, libéral député de Kent a été maintenu dans son siège.

La contestation de l'élection de Watson, libéral, à Marquette a été abandonnée.

L'élection de M. Gibson, libéral, à Lincoln vient d'être annulée.

M. Chapleau est attendu aujourd'hui de Montréal.

M. Abbott est revenu hier soir de Montréal.

M. Ouellet se prépare à installer sa famille à Ottawa.

M. Lassalle, le célèbre baryton, va quitter le Grand-Opéra pour aller à New-York, où il a trouvé un magnifique engagement.

Les CANADIENS annoncent que M. Tarte passera en Europe à la fin du présent mois ou au commencement de décembre.

Le bruit court à Québec, que les chambres provinciales seront convoquées pour le 21 ou le 27 du courant.

Nous parlerons à nos lecteurs demain, de M. Tardivel et de son journal 'Le Vaincu'. Priez pour nous!

Le juge en chef Wray d'Australie est arrivé à Ottawa. Il a eu hier une entrevue avec le Gouverneur Général et le premier ministre.

M. Devlin député du comté d'Ottawa, est revenu de Montréal où il a subi une opération à la gorge. Nous sommes heureux d'apprendre qu'il est complètement rétabli.

La ligue nationale irlandaise des Etats-Unis a décidé de cesser toute souscription en parti irlandais, suite à la lutte fratricide actuelle n'aura pas cessé.

L'EVENING JOURNAL d'hier soir dit que, d'après son information personnelle que le Sénat de Montréal fait une lettre acerbe à M. Abbott.

L'élection de M. Tarte à Montmorency a été invalidée hier par le juge Casault et Routhier, pour cause de corruption par des agents.

M. Borden, libéral, député de Kings N. E. a résigné son mandat hier et a admis corruption à son élection de la part de ses agents.

Paulus, le fameux chanteur français, qui s'est fait une si grande réputation au temps de la popularité de Boulanger, débitera à New-York le 30 novembre.

Le gouvernement espagnol a refusé l'exequatur au consul des Etats-Unis aux îles Carolines; il en a donné avis au gouvernement de Washington.

Il continue à tomber beaucoup de neige en Bulgarie; sur certains points, il y en a jusqu'à dix pieds. Nombre de personnes sont mortes de froid, et des milliers de bestiaux et de moutons ont péri.

On mande de Négrepont, l'ancienne Eubée, voisine des côtes de Grèce, qu'un steamer anglais de nom inconnu, chargé de pétrole, a brûlé en mer. Six personnes ont été sauvées du naufrage en feu; toutes les autres personnes se trouvant à bord, y compris la femme du capitaine, se sont noyées.

A la demande du gouvernement provincial de Manitoba, la ville de Winnipeg, qui était défendue dans la cause des écoles a décidé d'interjeter appel au conseil Privé du jugement que vient de rendre la cour Suprême. Le gouvernement s'est engagé à payer sous les frais de cet appel.

La corporation a décidé de ne point faire vendre de propriétés pour recouvrer des arriérés de taxes, vu que la cour Suprême a déclaré que les règlements étaient illégaux.

On entend peu parler des intentions de M. Abbott à l'égard du ministre Dewdney. On croit déjà avoir annoncé que la démission de la Colombie Anglaise devait lui échoir, après les fêtes du jour de l'an. C'était bien le moins qu'un nous le laissât pour ces jours de réjouissances, qui autrement, seraient plutôt des jours de deuil.

Mais voilà, parait-il, que la députation de la province de l'ouest, s'est émue et a protesté auprès du premier ministre, en demandant que le lieutenant gouverneur actuel fut remplacé à l'expiration de son terme par M. Mara député à la Chambre des Communes.

Les amis de M. Abbott disent que ce dernier mouvement l'embarrasse beaucoup, parce qu'il laisse M. Dewdney sur les bras.

Si ça l'embarrasse trop, qu'il le mette à terre: C'est le moyen le plus simple.

Les amis de M. Haggart à South Lonsark font de grands efforts pour conserver à son député son portefeuille de ministre. A cet effet, ils ont organisé présentement une démonstration en son honneur qui doit avoir lieu le 19 d. courant à Perth, sous forme de banquet. On annonce que Sir John Thomson et M. Bovey, Foster et Tupper ont été invités à y porter la parole. On dit que M. Abbott serait bien disposé à mettre M. Haggart de côté, vu les révélations malheureuses qui ont été faites sur son compte, devant le comité des comptes publics. L'élection de M. Grant a grandement contribué à rendre inacceptable à une bonne partie de la population d'Ontario. D'autre part, on ajoute que M. Haggart a des moyens de se faire garder dans le cabinet et qu'il saura les utiliser en temps et lieu.

On ne doit pas être plus malade de se faire garder que de se faire espérer.

REFORMES PRESSANTES

Nous croyons devoir publier en entier l'article suivant des CANADIENS que nous enissons complétement :

L'épiscopat publierait bientôt, dit-on, une lettre au sujet de la corruption électorale. Il faut applaudir à cette détermination, et souhaiter qu'elle soit revêtue d'une sanction pratique. Les simples conseils, les avertissements des évêques en pareille matière, n'ont guère d'effet aujourd'hui. L'opinion est devenue d'entendement et sceptique en fait de choses qui touchent à la moralité politique. La base manquée : l'électeur ne sait pas qu'il exerce un droit précieux et sacré, comme la liberté dont il est la garantie. Son vote est une marchandise, pour laquelle il veut de l'argent. Sans doute, tous les électeurs ne sont pas le marchand, mais il y en a assez à vendre pour que le résultat d'une élection générale dépende de la corruption — de la corruption ignorante, si nous pouvons ainsi parler. Car, la plupart de ceux qui s'y vendent, ne comprennent pas la criminalité et la bassesse de leur acte. Ils vous de mandent cinq dollars comme ils vous demanderaient un verre d'eau. Ils sont pour vous, remarquez-bien; ils veulent seulement un petit récompense — une petite "honnêteté" — diabolique dans quelques parties de la puissance.

Un semblable état de choses réclame un remède violent. L'Eglise catholique est plus puissante que la loi en ces sortes de choses; elle a un moyen certain d'atteindre ceux qui pratiquent son culte — la confession. Que l'épiscopat n'hésite pas un instant à employer ce moyen, s'il réclame la profondeur du mal. Pas de sacrements pour l'électeur qui accepte, directement ou par quelque membre de sa famille, de l'argent pour son vote ou son prétendu travail.

Nous ne voyons pas d'autre ressource que celle-là, dans les circonstances. L'influence de la parole évangélique a beaucoup diminué sur les masses, à cause des divisions qui se sont introduites dans le clergé, mais le pouvoir de la religion est encore très grand. Or, le refus des sacrements est une arme religieuse d'une puissance souveraine. Et si jamais il y a eu occasion de l'employer, c'est aujourd'hui. L'épiscopat peut rendre à notre province un service inappréciable. Nous le supplions d'agir.

Puis de nous aider aussi à réformer notre système d'instruction publique, en introduisant dans nos écoles primaires, nos collèges, nos universités, nos séminaires, l'enseignement des droits et des devoirs du citoyen, sous un régime parlementaire. L'instituteur et le curé, qui connaissent ces droits et ces devoirs, sont des éléments merveilleux de progrès et de bon gouvernement. L'un et l'autre devraient être des hommes de choix. Payez les bien. L'instituteur n'est pas rémunéré. Le curé l'est dans certaines paroisses, dans d'autres, il ne l'est pas et souvent l'évêque diocésain est obligé de se servir d'un sujet inférieur qui n'est pas en position d'éclairer ses paroissiens, de relever leur esprit. Généralement on le prête n'est pas fort, l'instituteur ne l'est pas non plus.

Et pour que l'un et l'autre y demeurent quelque temps, il s'y faut comme une triste génération. Augmentons les crédits de l'école primaire, et ayons partout des instituteurs tirés sur le volet. Payons-les, nous le disons encore!

L'école est le fondement de la prospérité d'une nation.

Nous vivons dans le chaos. De l'écrou du mal naîtra le bien, si nous le voulons. Faisons arrêt dans les dépenses que nous avons encourues pour les chemins de fer, les édifices publics, etc, et instruisons nous pratiquement.

M. Corby, député de B. Ileville, était hier en ville.

Les révélations faites récemment au sujet de la conférence de Boulgo que menaçait d'embarrasser M. Gladstone et on s'attend à ce qu'il donne prochainement des explications complètes relativement à son projet de "home rule."

On mande de Londres que l'hon. Wm. Jackson, membre de la chambre des communes d'Angleterre, a été nommé secrétaire d'Irlande, en remplacement de M. Balfour qui succède à M. Smith comme leader des Communes.

Le TIMES et le STANDARD et tous les journaux unionistes approuvent hautement l'élevation de M. Jackson au secrétariat d'Irlande. M. Jackson est un marchand de cuir important de Leeds.

Une lettre de M. Crispi.

Un petit-neveu de Napoleon Ier

La Faillite à Berlin

Un scandale aristocratique

Le mauvais temps en Europe

Les Evénements du Brésil

LE MONUMENT DE GAMBETTA

NOUVELLES DE PARTOUT

Service spécial de dépêches télégraphiques

AU MAROC

LONDRES, 6 nov. — Le TIMES reçoit de Tangar une dépêche, lui disant que l'on vient de découvrir un sploty ayant pour but de mettre sur le trône du Maroc Moulay Ismail, le frère favori du sultan actuel. Le principal conseiller du sultan a été mis en disgrâce et révoqué. Ismail, qui était calife de Fez, a été chassé de son poste et envoyé à Marrac avec plusieurs autres de ses complices.

LE MAUVAIS TEMPS EN EUROPE

MADRID, 10 nov. — On signale de Valence de terribles inondations. La ligne du chemin de fer de Valence à Madrid est submergée en nombre d'endroits et le trafic est interrompu.

La rivière Jucar a débordé, et le voie du chemin de fer est tellement endommagée que les communications avec Madrid sont coupées. La ville de Valence est inondée, et on signale d'ailleurs d'énormes dégâts causés par les eaux.

UNE LETTRE DE M. CRISPI

PARIS, 10 nov. — Le MATIN publie une lettre adressée par M. Crispi à M. Desmarès, avocat du barreau de Paris. Dans cette lettre, après avoir dit que le pape s'est fait voir d'ambition et voudrait son âme, afin de recouvrer pour le papauté le pouvoir temporel, "M. Crispi approuve l'idée de neutralisation de l'Alsace-Lorraine à la condition que la France se joigne à la triple alliance. L'A. ace, dit-il, formera alors comme un tampon entre la France et l'Allemagne. Il ajoute que le traité de triple alliance ne renferme pas un mot contre la France, et il termine par un appel à l'union de tous, pour préserver l'Europe du fléau de la guerre.

UN SCANDALE ARISTOCRATIQUE

PARIS, 10 nov. — Le DUC de Vallombrosa, père du marquis de Mores, demande au tribunal civil de déclarer son fils prodigue et de lui donner un conseil judiciaire. Le marquis de Mores qui a épousé Maria Medora Hoffman, fille du banquier de New-York, a trois enfants. Il est officier dans l'armée française; il a donné sa démission et en depute une vie tourmentée. M. de Mores a voulu faire de l'élevage dans le Far West, puis construire un chemin de fer au Tonquin. Rentré en France, le marquis de Mores est devenu antisémite et boulangiste, et a même été condamné à trois mois de prison pour avoir provoqué une émeute.

Dans sa plainte, le duc raconte que son fils avait 800,000 francs de dettes avant son mariage. Depuis il en a fait beaucoup d'autres. Mme Von Hoffman, sa belle-mère, M. de Mores est séparé de biens; mais dans le procès actuel elle se range du côté de son mari.

Le conseil de famille, qui appuie la demande, se compose de membres de la haute aristocratie française. Le tribunal prononcera le jugement dans huit jours.

UN PETIT NEVEU DE NAPOLEON IER

LONDRES, 10 nov. — L'EVENING NEWS de Londres publie une histoire destinée à faire sensation dans la haute société. Il s'agit de Mme Rosalie Bonaparte qui a formé une union en divorce contre son mari, Louis Clowering Bonaparte. Cette demande en divorce est la suite d'une série de complications matrimoniales dont l'origine remonte à une action en divorce intentée à Rosalie par son premier mari. Dans ce procès, Louis Clowering Bonaparte était accusé par le mari d'entretenir des relations coupables avec Rosalie, et les allégations du mari ayant été prouvées par les dépositions des témoins, le divorce demandé a été accordé, et quelque temps après un mariage a eu lieu entre Rosalie et Louis, qui a pris à cette occasion le prénom de Clowis.

Louis Clowering Bonaparte est un fils du prince Louis Lucien Bonaparte, mort il y a quelques jours. Mais le prince Lucien n'avait reconnu son fils Louis Clowering que le 12 octobre dernier. Deux jours après, Louis Clowering contracta mariage avec Lustra Scott, et c'est le fait qu'il vit marital ment avec elle qui agit de base à la demande de divorce présentée par Rosalie.

LA FAILLITE A BERLIN

BERLIN, 10 nov. — La sensation causée par la faillite de la maison de banque Friedlaender et Sommerfeld est si profonde.

L'agitatio a été portée à son comble, lorsque l'on a su que deux des principaux associés, Singmund Sommerfeld et son fils Felix, avaient essayé de se donner la mort. Après avoir discuté la situation dans leur cabinet particulier, au bureau de la banque même, Sommerfeld et son fils, sachant qu'ils étaient livrés à des spéculations frauduleuses et comprenant qu'ils allaient être poursuivis devant les tribunaux criminels, ont décidé de se tuer avant d'être arrêtés. Ils se sont tirés des coups de revolver dans la tête et on les a transportés mourants à l'hôpital.

La police a fermé aussitôt la banque et a appelé les agents sur les coffres-forts. Les transactions de la journée étaient à peu près suspendues, lorsque la nouvelle de la catastrophe s'est ébruitée, et c'est grâce uniquement à cette circonstance qu'il ne s'est pas produit de panique à la Bourse. Mais, dans la soirée, une foule énorme s'est attroupée devant la banque et des gens affolés menaçaient de l'envahir, afin de reprendre l'argent et les valeurs qu'ils y avaient en dépôt. La police a eu de grandes difficultés à disperser la foule et à l'empêcher de mettre ses menaces à exécution. Friedlaender, l'autre associé de la banque, qui est justement en villégiature à Menton, a été prévenu par dépêche.

La faillite est un des résultats de la déconfiture de la maison Airghfeld et Wolff. L'enquête sur les affaires d'Airghfeld et Wolff confirme les prévisions les plus pessimistes. Les dépenses personnelles de Wolff ne s'élevaient pas à moins de 400,000 francs par an et ayant subi des pertes considérables au jeu, il se livrait depuis quelques années, à toutes sortes de spéculations frauduleuses et compliquées avec un banquier, nommé Joseph Leisiger.

Il est mis en cage, notamment, pour 3,000,000 francs de valeurs appartenant à l'ensemble. Parmi les nombreux clients qu'il avait comptés dans la haute aristocratie, on cite : le prince Henri de Prusse, qui perd 500,000 francs, et le prince Gunther, de Sigmund-Holstein et frère de l'impératrice d'Allemagne, qui perd également 500,000 francs.

Wolff, qui était président d'un cercle de financiers et de parieurs, est en même temps un joueur d'été. On raconte qu'un jour, à la table de jeu, ayant laissé tomber deux billets de mille francs sur le parquet, il a refusé de les ramasser, disant que c'était pour les garçons. Le dimanche qui a précédé son arrestation il était à l'Opéra en joyeuse compagnie. Au sortir du théâtre il est allé souper, avec ses invités, dans un des principaux restaurants de la ville, et il n'a pas encore payé la carte.

Ces révélations ont donné un nouvel essor aux projets de l'empereur d'élever la haute société aussi bien que les basses classes. Wolff et sa clique exhibaient dans des premières loges de l'Opéra et dans de somptueux équipages au Thiergarten des femmes galantes qu'ils couraient de bijou.

LE MONUMENT DE GAMBETTA

PARIS, 10 nov. — Dimanche a été inauguré à Ville d'Avray le monument élevé par la ville de New-York à la mémoire de Gambetta. Le monument représente le grand orateur français portant dans ses bras un drapeau. A ses pieds se trouve l'Alsace-Lorraine.

Jamais l'auteur de la statue de la Liberté, qui est dans le port de New-York, n'a fait plus beau. M. Bartholdi a déclaré que de nombreuses souscriptions étaient venues de New-York, Chicago et San Francisco.

Le monument se trouve dans le jardin de la maison où est mort le grand orateur. Cette maison a été habitée avant par Balzac le grand romancier. Elle est donc doublement précieuse pour les Français.

Avant l'inauguration on lui a une cérémonie d'inauguration étonnante. On a mis dans un petit caveau au pied du monument le cœur de Gambetta. Après sa mort, quand, dans cette petite chambre si simple remplie aujourd'hui de fleurs, on fit l'autopsie, Paul Bert reçut en dépôt le cœur de Gambetta. Il partit pour le Tonquin et on crut que le cœur était égaré. Il n'en était rien. Paul Bert l'avait déposé dans une caisse de fer chez son gendre. C'est là qu'on l'a pris.

Nous étions tous fort émus, quand on a défilé l'enveloppe qui entourait le bocal de verre, à l'intérieur duquel il y avait une masse rouge, plus foncée vers le haut que vers le bas, nageant dans l'alcool. C'était le cœur de Gambetta qui est, un jour, l'honneur d'être le cœur de la France. C'est à un sujet de vives réflexions, quand on pense que tout ce que ce cœur contenait de grand et de généreux n'existe plus.

C'était du reste une cérémonie très triste; le ciel était gris, il faisait froid; aux arbres il y avait eu brouillard qu'un autre habitant de Ville-d'Avray, le grand peintre Corot, a bien rendu. Le monument sera, il n'y a pas à s'en douter, une photographie passées ou des couronnes deséchées. Il y avait autour du monument tant d'amis, tant d'admirateurs, tant de gens qui n'oublient pas le passé, tout en pensant à l'avenir, qu'il ne faut pas s'étonner d'apprendre que une émotion profonde s'était emparée de tout le monde.

La cérémonie en elle-même a été très simple; pas de soldats, pas de pompe officielle. Le grand succès a été pour des couronnes portant les noms des anciens départements français qui furent aujourd'hui l'Alsace-Lorraine. Deux discours ont été prononcés, tous les deux très pacifiques. Il. Bourgeois, ministre de l'instruction publique, a surtout été très modéré. Et maintenant gambetta a un monument la même où il a cessé de vivre. Son souvenir ne s'effacera jamais en France, et en partant la foule se disait : Les deux hommes qui eurent le plus de popularité en France depuis vingt ans sont morts de coups de pistolet, Gambetta et Boulangier. Mais c'est la seule ressemblance entre ces deux hommes qui ont tenu la patrie dans leur main, l'un pour son bien, l'autre pour son mal.

AMERIQUE

LES EVENEMENTS DU BRÉSIL

NEW-YORK, 10 nov. — Nous ignorons encore de quel non il faut qualifier les troubles, qui viennent d'éclater au Brésil, mais tout semble indiquer qu'il s'agit d'un coup d'Etat exécuté par le président de Fonseca, contre le gouvernement constitutionnel de la république. Quelles que soient les origines premières de ce mouvement, les dépêches reçues depuis deux jours en indiquent assez clairement les traits principaux. Divers dissentiments se sont élevés entre le pouvoir exécutif et le congrès, spécialement au sujet de la situation financière du pays. Le président et ses ministres ayant fait des propositions qui ont été rejetées par le législatif, celle-ci a son tour a voté des mesures que le président a frappées de son veto.

A la suite de ces conflits, le congrès a pris des dispositions réglant la procédure d'immunité en accusation électorale contre le président, et que celui-ci a pu considérer comme une menace. Cet acte ayant été renvoyé à la chambre avec un message dans lequel le président refusait son assentiment, le congrès a passé une vote annulant le veto. La conséquence a été la dissolution de congrès.

La loi maritale a été proclamée. La force militaire a pris possession des édifices publics et le président a ordonné de nouvelles élections.

Telle est actuellement le raccourci de la situation au Brésil. Il faut attendre de nouveaux renseignements pour en apprécier le caractère et en prévoir la suite. On croit à une révolution fondée sur l'ambition du président de Fonseca appuyé sur l'armée et la marine, soit par le parti impérialiste, soit par des agents inconnus; mais il est possible aussi que le pouvoir exécutif, en désaccord avec le congrès, ait simplement usé de ses prérogatives constitutionnelles, en dissolvant le congrès pour faire appel à la nation. Il y a nécessairement beaucoup de confusion dans les premiers moments d'un événement de cette importance, et il est prudent de réserver ses conclusions, sans prétendre devancer les éclaircissements nécessaires.

Nouvelles de Québec

QUÉBEC, 9 nov. — L'hon. M. Mercier est parti samedi pour Montréal et ne reviendra à Québec qu'à la fin de la semaine.

Mme O. E. Murphy, épouse de M. O. E. Murphy, a laissé la ville pour aller rejoindre son mari.

Le séminaire de Québec a intenté une action contre l'hôpital du Sacré-Cœur, pour recouvrer une somme de \$30,666.47 étant le montant d'un prêt et l'intérêt.

Il est raconté que M. Simard, assistant-greffier de l'Assemblée législative doit être invité à prendre sa retraite pour faire place au Dr Guay, député de Lévis aux Communes.

Mgr Antoine Racine, évêque de Sherbrooke, et M. J. B. Froulx, vicaire recteur de l'Université Laval à Montréal, se sont embarqués samedi à New-York à bord de la "Touraine" en route pour Rome.

M. l'abbé H. O. Chailoux a été nommé administrateur du diocèse de Sherbrooke en l'absence de l'évêque.

Nouvelles de Montréal

MONTREAL, 9 nov. — Un homme du nom de Carr a été tué par une locomotive, près des magasins de St-Jacques.

M. le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder

le monopole de la culture de la betterave au Canada.

Le baron de Sillars, propriétaire de l'usine de sucre de betterave de Farnham, est en pourparlers pour acheter celui de Berthier. M. le baron est satisfait de la perspective de la culture de la betterave au Canada, et son intention est de lui accorder</

Electrique. d'études et d'expériences.

ARNOCK. SUSSEX.

OLONIAL

90 Cents la Vergé.

Point Irlandais.

Tapis de Cork.

THOMAS LIGGETT

OCCASIONS PRESENTS.

BROS.

Atlanticque.

Service Rapide

WOODCOCK.

Manque Forces

BRAVAIS

MUNN & CO PATENTS

W. HOWE.

ARRH

TAPIS!

Un autre Kuvil de plac en vente aujourd'hui de

Tapisserie Balmoral Crossley, Grossley.

90 Cents la Vergé.

22 Dessins en Tambour

Point Irlandais.

Tapis de Cork.

THOMAS LIGGETT

OCCASIONS PRESENTS.

BROS.

Atlanticque.

Service Rapide

WOODCOCK.

Manque Forces

BRAVAIS

MUNN & CO PATENTS

W. HOWE.

ARRH

La Commission Royale

ENQUETE "BAIE DES CHALEURS"

SEANCE DU 7 NOVEMBRE

A l'ouverture de la séance, l'honorable M. GARNEAU...

Un tour de voleurs au Minnesota

Le mariage ou la mort

Améliorations locales

Capital Steam Laundry

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

FAITS DIVERS.

UN TOUR DE VOLEURS AU MINNESOTA

Le mariage ou la mort

Améliorations locales

Capital Steam Laundry

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

LIBRAIRIE FRANCAISE D'OTTAWA.

PETITE GAZETTE.

VENTE A BON MARCHÉ

AMÉLIORATIONS LOCALES

CAPITAL STEAM LAUNDRY

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

LIBRAIRIE FRANCAISE D'OTTAWA.

PETITE GAZETTE.

VENTE A BON MARCHÉ

AMÉLIORATIONS LOCALES

CAPITAL STEAM LAUNDRY

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

LIBRAIRIE FRANCAISE D'OTTAWA.

PETITE GAZETTE.

VENTE A BON MARCHÉ

AMÉLIORATIONS LOCALES

CAPITAL STEAM LAUNDRY

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

Librairie Française d'Ottawa.

PETITE GAZETTE.

VENTE A BON MARCHÉ

AMÉLIORATIONS LOCALES

CAPITAL STEAM LAUNDRY

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

Librairie Française d'Ottawa.

PETITE GAZETTE.

VENTE A BON MARCHÉ

AMÉLIORATIONS LOCALES

CAPITAL STEAM LAUNDRY

Oak Hall Clothing Parlor

Avis aux Chasseurs

M. J. GORMAN, L.L.B.

Christian & Cie

Recole des Beaux Arts

DR. WASHINGTON

C. LEVEQUE, ENCANTEUR.

"Tabac Baby"

W. HOWE.

ARRH

